



LETTRES D'EUROPE & ENTREPRISES

Octobre 2015 – n°72

SOMMAIRE

Détricotage européen : un sursaut est-il possible ? <i>par Bruno VEVER</i>	P. 2
Il n'y aura pas de réveil européen sans nouveaux militants. <i>par Bruno VEVER</i>	P. 6
Afflux de migrants : une chance pour l'Europe ? <i>par François-Xavier BELLEST</i>	P. 10
Informations	P. 15



Détricotage européen : un sursaut est-il possible ?

Bruno VEVER

Des acquis vitaux de la construction européenne sont aujourd'hui menacés par la multiplication accélérée des périls internes et externes. Jugeons-en :

La suppression des contrôles frontaliers entre les États membres est aujourd'hui remise en cause, pour la première fois en deux décennies. Face à l'afflux massif des réfugiés d'un Moyen-Orient à feu et à sang, les frontières internes en Europe ont commencé à se fermer au sud et à l'est, faute d'une politique commune et de moyens communs aux frontières extérieures de l'Union. Est-ce la fin de la libre circulation et des facilités si laborieusement gagnées du marché unique ?

La relance d'une croissance économique en Europe continue de jouer l'Arlésienne. Malgré un alignement exceptionnel de facteurs favorables (pétrole, matières premières, inflation et taux d'intérêt au plus bas, change rééquilibré, capitaux migrants mais abondants), le plan Juncker ne parvient guère à embrayer, le contexte mondial est de moins en moins lisible et les bourses européennes de plus en plus promptes à défaillir. Surtout, l'Europe paraît avoir durablement renoncé à se doter d'une véritable union économique forte et solidaire, malgré les promesses liées à une union monétaire qui a plus de quinze ans !

La cohésion de cette union monétaire demeure fragilisée avec une situation grecque qui restera très difficile, par-delà le plan de sauvetage de dernier recours convenu en juillet avec Tsipras et l'aval résigné des électeurs en septembre. D'autres interrogations demeurent aussi, notamment avec l'approche des élections espagnoles en décembre.

Quant à la cohésion de l'Union à vingt-huit, elle est de plus en plus mise à l'épreuve par des clivages voire des amorces de fractures entre États, tant entre le nord et le sud qu'entre l'est et l'ouest, tensions exacerbées par les défis et pressions externes d'un monde en plein bouleversement. Et l'intégrité même de l'Union n'est plus une question tabou depuis que les Britanniques brandissent la menace d'un référendum de sécession à défaut d'obtenir une renégociation de leur adhésion.

L'esprit communautaire est la première victime de toutes ces épreuves, déconvenues et remises en question. Alors que seul un « souverainisme européen », et non une juxtaposition contradictoire de souverainismes nationaux, permettrait de défendre efficacement les intérêts collectifs et l'influence des Européens dans le monde d'aujourd'hui, l'approche communautaire et l'esprit de solidarité qui ont fondé la construction européenne, et sans lesquels toute union monétaire aurait été impossible, n'auront cessé de déliter depuis.

Aujourd'hui, l'amplification d'une crise européenne devenue multiforme, loin de provoquer un sursaut, ne fait que conforter l'euroscélérisme et l'euroessimisme. Un véritable détricotage est désormais à l'œuvre : bien malin qui sait où il s'arrêtera !



Pour que nos dirigeants européens réagissent, encore faudrait-il qu'ils acceptent enfin de regarder les réalités en face, sans quoi ils ne pourront jamais les affronter ensemble. Pourtant le diagnostic est clair. Il tient en trois constats de bon sens, et autant de priorités.

1 Il n'y a pas de bon vent pour qui ne sait pas où il va : il faut redéfinir le projet

Le projet européen s'est perdu. Il y a trente ans ce fut le marché unique. Il y a vingt cinq ans la grande Europe. Il y a vingt ans l'euro. Ces trois paris, on les a gagnés à la surprise de beaucoup !

Mais maintenant ? La stratégie Europe 2020 est un catalogue de bonnes intentions. Mais il relève plus de l'OCDE et de ses méthodes intergouvernementales que d'un programme communautaire pour une Union européenne, telle que l'avaient engagée les pères fondateurs, et telle qu'on l'avait promise aux Européens.

Il y a vingt ans on nous avait promis une union économique et monétaire, objectif ratifié en France par référendum. Depuis on a fait l'union monétaire mais oublié l'union économique ! Aujourd'hui l'urgence c'est de la faire ! Notre union commerciale et monétaire ne suffira pas. Car le marché est devenu mondial. Et pour y réussir, il nous faut l'union économique !

Qu'est-ce à dire ? Encadrer nos règles de concurrence par plus de solidarité face à la mondialisation. Avec un socle fiscal minimal pour éviter que les capitaux migrants et les multinationales ne jouent nos États les uns contre les autres sans aucun front commun, laissant à chacun une facture croissante pour ses seuls résidents ! Avec aussi un socle social minimal pour éviter que des concurrences trop déloyales ne s'exacerbent entre nos États au détriment de nos emplois et nos conditions de vie.

Bien sûr il nous faut aussi redevenir plus compétitifs : l'encadrement fiscal et social ne doit en rien contrarier cet impératif. Mais compétitifs « par le haut » avec une excellence retrouvée, et non pas « par le bas » à travers un dumping débridé.

C'est pourquoi il nous faudra engager aussi une approche communautaire largement inédite sur le plan industriel, technologique, écologique, énergétique, spatial, sécuritaire, défensif, avec des outils communs et des préférences mutuelles sur nos marchés publics. Pareille relance impliquera des statuts européens opérationnels pour nos entreprises et pour nos associations, jusqu'ici refusés par nos États.

Tout ceci justifierait un vigoureux programme et calendrier d'union économique d'ici à 2020-2025, à caractère contraignant, comme le programme 1992 l'avait fait pour le marché unique, au lieu de rééditer aujourd'hui avec la soi-disant stratégie Europe 2020, sans colonne vertébrale ni moyens communs, les erreurs, et donc les échecs, de la précédente stratégie de Lisbonne. Seul un tel programme justifierait l'expression « dernière chance » mise en avant par Jean-Claude Juncker...

Alors, qu'attendons-nous pour cesser de « tourner en rond » et retrouver le bon cap que nous avons perdu ?



2 Il n'y a pas de bon cap pour qui ne s'en donne pas les moyens : il faut revoir nos méthodes

De nouveaux moyens seront requis pour engager une telle union économique en lieu et place d'un simple conglomérat marchand. Et si les balanciers fiscaux et sociaux nécessaires à une telle union économique sont aujourd'hui inexistantes, c'est bien parce que l'exigence d'unanimité reste la règle en ces deux domaines !

Il suffit d'ailleurs d'examiner le fonctionnement actuel de l'Europe pour faire ce constat aussi simple que clair : tout ce qui se décide en fonction de règles majoritaires fonctionne, mais tout ce qui se décide en fonction d'une règle d'unanimité ne fonctionne pas, ou si mal. On n'échappera pas dans les prochaines années à une nouvelle remise en examen des traités pour généraliser le principe majoritaire dans tous les domaines de compétence communautaire, quitte à autoriser des dérogations très ciblées ou très conditionnelles en lieu place d'exigences d'unanimité. C'est d'ailleurs bien ainsi et sans attendre tous les États qu'on a pu créer l'euro !

Mais rien n'empêcherait, dans l'attente de nouvelles réformes institutionnelles, d'engager de nouveaux chantiers, notamment en matière fiscale, via des coopérations renforcées avec l'Allemagne, la France et les principaux pays fondateurs, en incitant par différents moyens à notre portée tous les membres de l'union monétaire à s'y rallier, en subordonnant au besoin de nouvelles aides économiques et financières à ces nouvelles conditions !

Quant aux moyens budgétaires communs, force est de constater aussi que le budget européen, plafonné depuis des décennies à 1% du PIB, n'est pas adapté au cahier des charges d'une union économique, comme bien sûr d'une union politique et sécuritaire, qui imposera des mutualisations ciblées pour réussir ensemble ce qu'on ne peut pas faire séparément et affirmer une souveraineté commune : sécurité, défense, protection des frontières communes, interventions extérieures, etc. Seules de telles mutualisations permettront également des économies d'échelle qui contribueront à desserrer *in fine* la pression fiscale : des transferts européens bien ciblés aboutiront non pas à plus d'impôts mais moins d'impôts et plus d'efficacité globale.

Il faut donc des ressources propres européennes significatives et réévaluer progressivement le budget commun à 5%, et sans doute à terme 10% du PIB, avec un impact global favorable aux contribuables suite à un véritable rééquilibrage. Pour préparer le terrain d'une telle union budgétaire, il nous faudrait mettre en place sans tarder un Institut budgétaire européen à l'instar de l'Institut monétaire européen qui avait préparé l'euro.

Alors, qu'attendons-nous pour mettre en place cette nouvelle phase de l'UEM ?

3 Il n'y a pas de bon changement pour qui n'assume pas la mutation : il faut devenir « Européens »

L'Union européenne qui a déjà réussi à pérenniser la paix, unifier le continent, effacer nos frontières internes et créer une monnaie unique devrait être une référence, une « marque », attractive et prestigieuse.

Pourtant elle est très mal vendue par ses dirigeants : cette union européenne apparaît en effet plus désunie qu'unie, et plus interétatique qu'européenne. Où sont les Européens ?



L'exemple le plus emblématique est bien l'union monétaire : il s'agit pourtant là d'une vraie révolution et d'une vraie réussite malgré ses lacunes. Mais sa communication est calamiteuse : des billets anonymes sans référentiel historique ou culturel commun qui soit identifiable ; une identité anonyme avec ce qualificatif désincarné d'eurozone ; des responsables anonymes au sein d'un eurogroupe délogé de tout contrôle ; un décideur par défaut habillé en banquier, la BCE, seule entité fédérale ! On aurait voulu ternir l'image de l'euro qu'on n'aurait pas agi autrement en nous renvoyant ainsi à une « zone », un « groupe », une « banque » même centrale !

Hélas, la classe politique qui aurait du se mettre elle aussi, et elle d'abord, à l'heure de l'euro, et donc valoriser l'Europe comme l'euro, s'est mise ici depuis vingt ans aux abonnés absents ! Quant aux médias, ils n'ont cessé de se complaire dans un relai complice des eurosceptiques et une satire permanente des eurocrates de Bruxelles. Où sont sur nos médias les avocats de l'Europe, ceux qui placent le projet européen au centre de leurs engagements, de leurs références, de leurs ambitions ? Face aux eurosceptiques, ils n'ont pas même de nom ! Loin des yeux, loin du cœur...

Voilà pourquoi la société civile, forcément désorientée, se voit de plus en plus assimilée par ses dirigeants et ses médias aux eurosceptiques qu'ils ont eux-mêmes encouragés. Comment s'étonner que les Européens aient fini par le devenir ?

Pourtant l'euroscepticisme populaire vise moins le projet européen que ses faux-semblants actuels, ses reniements politiques et sociaux, son déficit de transparence et d'efficacité. Tout bien considéré, cet euroscepticisme de l'opinion vise non pas l'Europe, mais une « non-Europe » qui se fait abusivement appeler Europe.

Alors, qu'attendons-nous pour voir les vraies raisons de cet euroscepticisme là et en tirer toutes les conséquences ?

4 Ces trois constats sont de bon sens : pourquoi restons-nous incapables de les appliquer à l'Europe ?

Le diagnostic est effectivement clair : pas de bon vent pour qui ne sait pas où il va ; pas de bon cap pour qui ne s'en donne pas les moyens ; pas de bon changement pour qui n'assume pas la mutation. Mais la vraie question demeure : pourquoi l'Europe actuelle s'avère-t-elle incapable d'en tirer aucune leçon ?

C'est que le projet de Jean Monnet a jusqu'ici échoué sur un seul point, mais essentiel : à l'inverse de l'intention explicite qu'il avait clairement exprimée, nous avons coalisé des États et non pas uni, c'est-à-dire « créé », des Européens.

Ces Européens authentiques dont on aurait tant besoin, on pourrait aussi les appeler « nouveaux Européens » ou « génération Europe ». L'essentiel est désormais qu'ils se manifestent enfin, clairement, vite ! Le retour de l'Europe du côté des gagnants, dans le cœur de l'opinion comme sur la scène mondiale viendra avec.

Bruno VEVER,
délégué général d'Europe et Entreprises



Il n'y aura pas de réveil européen sans nouveaux militants

Bruno VEVER

« Les hommes n'acceptent le changement que dans la nécessité et ils ne voient la nécessité que dans la crise ». Ce constat de Jean Monnet a du revenir en mémoire à François Hollande quand il a annoncé le 14 juillet, au lendemain d'un accord in extremis sur la Grèce, l'initiative européenne qu'on attendait, ou qu'on n'osait plus attendre : il faut donner un « gouvernement » à la zone euro, avec un budget et un parlement, et la France présentera prochainement, en liaison avec l'Allemagne, des propositions en ce sens.

Cette surprise européenne un jour de fête nationale paraît mettre fin à vingt ans d'aveuglement et d'occasions manquées pour l'Europe, par la faute même de la France ! Sauf que depuis cette annonce surprise, on n'a toujours rien vu venir, hormis la poursuite et l'amplification d'une crise de gouvernance des dirigeants européens, comme d'une crise parallèle de défiance des opinions publiques. En attendant l'hypothétique embellie promise par l'annonce présidentielle, un rappel historique et quelques constats parallèles s'imposent.

En 1994, dans la foulée du traité de Maastricht, l'Allemagne avait suggéré avec l'initiative Schäuble-Lamers une union politique pour compléter l'union économique et monétaire. Le silence d'un pouvoir français alors en cohabitation Mitterrand-Balladur fut assourdissant. L'offre fut renouvelée en 2000 par le ministre allemand des affaires étrangères Joschka Fischer, toujours sans succès. La suite, on la connaît : une union monétaire en pilotage automatique déficient, des manquements permanents aux disciplines, des divergences croissantes au sein d'une zone euro censée promouvoir la convergence, des crises à répétition imposant des sauvetages aussi tardifs qu'improvisés, une Banque centrale européenne sans interlocuteur, contrainte d'y suppléer tant bien que mal par ses propres initiatives, une confiance bien ébréchée dans l'Europe, tant parmi les milieux financiers que dans l'opinion.

Pourtant, tout au long de ces années critiques, les propositions n'ont pas manqué de la part de nombreux think-tanks et associations pour renforcer l'intégration européenne. Mais elles n'ont cessé de se heurter jusqu'ici à une indifférence ou une distanciation de la plupart des dirigeants, à commencer par la France où, en matière de relance européenne, toute la classe politique s'est mise depuis une génération aux abonnés absents, laissant le champ libre à une montée irrésistible de l'euroscpticisme et de ses bruyants porte-parole.

Avec d'autres associations, Europe et Entreprises aura ainsi proposé sans écho des réformes qui auraient pourtant bien changé la donne : un institut budgétaire européen aurait permis de cibler des transferts, économies d'échelle et gains d'efficacité à la mesure d'une vraie union économique et monétaire ; des services publics européens auraient pu renforcer nos contrôles et notre sécurité commune ; un trésor européen aurait appuyé utilement la Banque centrale européenne ; des



eurobonds ou euro-obligations auraient financé des investissements communs d'infrastructures, de recherche et de modernisation ; un encadrement fiscal aurait présenté un front commun aux capitaux migrants qui jouent aujourd'hui les Etats les uns contre les autres, laissant la facture à des résidents surtaxés...

Ignorées des dirigeants, ces revendications n'auront pas davantage agité les médias, contrairement à l'écho assuré aux eurosceptiques de tous bords. Ces médias ont préféré ne voir dans la société civile que des foules d'indignés, des viviers de souverainistes, des maquis de résistants, des bataillons d'alter-progressistes et des cortèges de citoyens en colère, tous unis contre les technocrates de Bruxelles et prêts à « casser la baraque » !

D'autres contestataires n'ont guère été entendus. Tout aussi opposés à la façon actuelle de gérer l'Europe, tout aussi émus par l'aggravation d'un gâchis collectif, ceux-là entendent dénoncer une confrontation stérile d'intérêts nationaux où les pères fondateurs auraient eu du mal à se reconnaître. Leur objectif n'est pas de « casser », mais d'« achever » une construction laissée branlante et sans toit, pour lui permettre de mieux protéger et de mieux défendre nos intérêts collectifs, face à des tensions internationales croissantes. Ces avocats d'une Europe plus efficace et plus intégrée ne méritent-ils pas, eux aussi, d'être traités avec la même attention que les « eurosceptiques » de tous bords ?

Alors, l'heure n'est-elle pas venue pour ces militants européens de présenter d'eux-mêmes une image renouvelée, nettoyée des mauvaises séquelles du référendum de 2005, bien en phase avec les défis du siècle présent, clairement alternative face à des systèmes nationaux qui ont abusivement pris la main sur nos institutions communautaires, contestataire des blocages ou compromis a minima qui empêchent l'Europe d'avancer et sont directement à l'origine de l'euroscepticisme ambiant ? Faudra-t-il donc pour se faire entendre jeter par-dessus bord des cravates trop sages, des mémoires trop polis, et se présenter comme des « nouveaux Européens », avec les mêmes armes et le même ton que les adversaires de l'Europe ? Les raisons d'afficher cette « autre » contestation de l'Europe actuelle, ou plutôt celle d'une « non-Europe » qui ronge et détricote l'Europe, ne manquent pas. Jugeons-en :

En premier lieu, ces nouveaux Européens auront mille motifs à être eux aussi « indignés » : les égoïsmes, les incohérences et les renoncements de nos dirigeants n'ont pas été dignes des promesses politiques, économiques et sociales de l'Europe. Le traité de Maastricht validé chez nous par référendum prévoyait une union « économique et monétaire », mais toute perspective d'union économique a été remise aux oubliettes malgré l'euro. La soi-disant stratégie Europe 2020, basée comme la stratégie de Lisbonne 2000-2010 sur une fallacieuse émulation intergouvernementale et d'illusoires échanges de bonnes pratiques en lieu et place d'une méthode communautaire qui avait fait ses preuves, est comme la précédente condamnée à l'échec. Nos dirigeants avaient sans doute droit à l'erreur, mais certainement pas à deux fois la même en refusant de changer une stratégie qui perd !

Ces nouveaux Européens n'auront pas peur d'acclimater en leur sein des sensibilités « souverainistes », mais cette fois à la bonne échelle : dans un monde de géants continentaux, plein de périls et de défis, un souverainisme éclairé n'aura chez nous de sens qu'à travers une puissance publique européenne efficace, seule capable d'afficher le poids nécessaire pour défendre de façon



autonome notre sécurité collective et nos intérêts communs, contribuant à une mondialisation mieux équilibrée et plus profitable. Ainsi, n'est-il pas temps d'assurer notre propre défense européenne, soixante-dix ans après la seconde guerre mondiale et vingt ans après l'élargissement continental, au lieu d'en abandonner le soin à notre grand allié transatlantique, qui ne manque pas de nous le faire payer ?

Ces nouveaux Européens n'hésiteront pas non plus à se classer dans le camp des « résistants », face aux gardiens en tous genres d'un immobilisme européen satisfait d'une situation où seul les plus forts, appuyés sur la liberté des capitaux et le libre choix fiscal d'un marché ouvert à tous les vents, ont tous les atouts en mains. Car si la concurrence doit stimuler l'émulation, faut-il pour autant la laisser réduire les Européens au chacun pour soi, entre eux comme face au reste du monde ? Une rupture des comportements ne s'impose-t-elle pas pour recréer une solidarité européenne dans la concurrence mondiale ?

Ces nouveaux Européens n'auront pas non plus de mal à se reconnaître comme des « alter-progressistes », face aux conservateurs de tous poils et aux libéraux à sens unique évacuant tout contenu social d'une logique de marché. N'est-il pas urgent de réinventer au niveau européen une « nouvelle économie sociale de marché » appuyée sur un meilleur dialogue des parties concernées, des statuts européens efficaces, des espaces contractuels opérationnels ? Cette réorientation économique n'implique-t-elle pas un encadrement fiscal européen, à la fois attractif pour les capitaux internationaux et plus équitable pour tous, avec une harmonisation des assiettes et un « serpent » des taux ? Qu'attendons-nous pour engager un programme volontariste sur ces bases afin de concrétiser d'ici à 2020 l'union économique, fiscale, sociale et sécuritaire qui manque toujours à l'union monétaire et qui ouvrirait à tous, y compris aux Grecs, de vraies perspectives ?

Ces nouveaux Européens seront enfin les mieux placés pour revendiquer à une échelle élargie un véritable engagement de « citoyens », requérant de l'Europe plus de moyens pour y participer. Non contents de pouvoir s'appropriier eux aussi les qualificatifs d'indignés, de souverainistes, de résistants, d'alter-progressistes et de citoyens, ces « nouveaux Européens » apparaîtront sans concurrence pour leur donner de vraies perspectives, contrairement aux eurosceptiques bien plus doués pour la critique que pour l'alternative.

Quant aux qualificatifs « entreprenants », « visionnaires », « ambitieux », sinon « révolutionnaires », ils iront de soi pour des nouveaux Européens décidés à regarder bien en avant pour changer l'Europe, quand les eurosceptiques ne savent regarder qu'en arrière.

Certes, face à une crise européenne qui paraît s'amplifier en cette rentrée maussade, on ne voit pas encore émerger ces « nouveaux Européens » dont on aurait bien besoin. Pourtant rien n'est encore perdu. Jean-Claude Juncker a toujours conscience aujourd'hui d'être ce président d'une Commission européenne de la « dernière chance ». L'Allemagne, vingt ans après l'initiative Schäuble-Lamers, paraît toujours prête à renouer le dialogue sur l'union politique : il y a juste un an les deux signataires avaient renouvelé leur appel en précisant que l'objectif reste toujours pertinent ! La situation actuelle de Wolfgang Schäuble, ministre des finances du gouvernement Merkel, est révélatrice du sérieux d'une telle remise à jour. Quant à l'annonce par François Hollande d'un revirement de la France, désormais



prête à un gouvernement de la zone euro, elle rouvre toutes les perspectives, certes avec vingt ans de retard mais aussi de maturation...

Alors, dans cette invraisemblable situation de la construction européenne où tout paraît désormais possible, le pire comme le meilleur, croisons les doigts, mais surtout pas les bras !

Bruno VEVER,
délégué général d'Europe et Entreprises



Afflux de migrants : une chance pour l'Europe ?

François-Xavier BELLEST

Préambule

Rédiger un article sur une actualité qui évolue constamment n'est pas aisé. Je m'y risqué. En qualité d'administrateur d'une association qui regroupe deux mots essentiels : « Europe » et « Entreprises », livrer mon point de vue est aussi essentiel.

Les propos qui vont suivre n'engagent que moi. Cependant, au sein de l'AEE, nous réfléchissons sans ambages sur l'évolution de l'entreprise européenne dans sa dimension économique, sociale et juridique. Nous sommes devant une évidence : Européens nous sommes autant dans l'esprit que dans l'action.

Prise de conscience des phénomènes du flux.

L'actualité à laquelle je fais référence en préambule est liée à la « crise » des migrants. Nous l'avons toutes et tous suivie, autant par les médias que par les débats que nous avons eus lors d'échanges à titre personnel ou à titre professionnel.

Avant de vous apporter un point de vue qui, à l'occasion, peut servir de base à un débat, j'ai lu et relu un certain nombre d'articles. Plus encore que d'habitude, j'ai croisé les informations « glanées » ici et là, puisées dans les médias français ou étrangers, au sein d'instituts de recherche, d'organismes de veille, etc.

Pas facile de s'exprimer avec une Europe changeante, indécise, si souvent embarrassée que son discours en devient fluctuant, inaudible devant des citoyens perplexes et pourtant en attente d'une voix. D'une voix que l'on aurait peut-être aimé unie, où les États membres seraient apparus comme soudés. L'Europe aurait été alors cohérente, surtout devant une « catastrophe » sans commune mesure.

Devant le mot « flux », cet été, l'Europe s'est figée. Égale à elle-même, l'Europe n'a pas su réagir à ce mouvement, à ce déplacement, à ce flux. Pourtant en ses gènes, l'Europe porte en elle ce mot.

Flux-sourire

D'un point de vue sémantique, l'Europe a su répondre à la définition même du mot, c'est-à-dire : « quantités (économiques) qui transitent (circulent) d'un secteur à l'autre de l'économie ou d'un groupe d'agents à un autre tout au long d'un circuit économique. ». L'Europe a même réussi (enfin presque) à faire circuler une monnaie commune, l'euro.



L'Europe s'est également (depuis longtemps) fait remarquer par son outil Erasmus, qui est un phénomène migratoire, quoiqu'on en dise.... Les migrations économiques sont nombreuses à l'intérieur comme à l'extérieur de l'Europe, espace de Schengen ou non. Et tout citoyen européen qui migre de son pays européen d'origine vers un autre pays européen (région devrait-on dire en lieu et place de pays) est un migrant en puissance. Qui plus est lorsqu'il sort de l'espace Schengen...

Mais, croyez-moi, cette migration-là ne fait peur à personne ou presque, et elle est loin d'être catastrophique.

Flux-tristesse

La migration de contrainte ou de conflit est une constante depuis quelques années déjà. Et de nombreux pays européens ont connu, à différentes dates de leur histoire, des migrations de cette catégorie. Les propos que je tiens à vous faire partager n'ont pas pour objet de s'étendre ici sur ces trop nombreux exemples : exodes de la seconde guerre mondiale, migrants espagnols et italiens vers la France, boat-people des pays d'Asie, catastrophe naturelle en Haïti, etc.

Depuis plusieurs « Lettres d'E&E », j'avais déjà dans l'idée de vous livrer mon opinion sur l'Europe et les migrants de contraintes, notamment avec la situation à Calais. Depuis les choses ont évolué et il me serait difficile et inexact de ne pas aller plus en avant dans ma réflexion. De même, tout au long de votre lecture, je citerais quelques chiffres (qui m'ont effaré durant la rédaction dudit article).

Calais, difficile quête vers un Etat membre qui n'est plus une île...

Les Anglais n'assument pas qu'ils ne sont plus une île. Ils disposent aujourd'hui d'un tunnel, donc d'une frontière terrestre, et cela permet un certain nombre de contrôles sur leur territoire. À une époque, Tony Blair avait voulu généraliser et étendre les contrôles sur l'ensemble des frontières du territoire britannique. Sans aller jusque-là, il aurait pu faire comme les États-Uniens, qui permettent des contrôles plusieurs kilomètres au-delà de la frontière. Ainsi, si le Parlement britannique votait une loi où il serait question d'un contrôle au-delà de trente, quarante kilomètres, ils amélioreraient la situation actuelle.

De fait, la situation entre Calais et Douvres est ambiguë. Les Français déploient beaucoup de moyens et font beaucoup d'efforts, les Britanniques beaucoup moins. A ce jour, les Anglais devraient prendre en compte le fait qu'ils ont une frontière franchissable par la terre et en tirer toutes les conséquences.

Lorsque le gouvernement français envoie 120 policiers supplémentaires à Calais, cela rassure – dans l'immédiat – les Britanniques et les habitants de Calais, mais cela ne règle pas le problème sur le fond.

Calais, pointe de l'Europe de Schengen

Calais est devenue la pointe de l'Europe de Schengen. De fait, le problème ne devrait pas être franco-britannique, mais européen. Lorsque la question se pose de savoir ce qu'il faut faire pour la Grèce, pour l'Italie et, depuis peu, pour les pays de l'Est-européen, l'Europe doit en faire autant pour Calais que pour le reste des territoires européens.



En juillet 2015, le plan Juncker a été présenté, mais ce dernier n'évoquait pas la situation calaisienne. Il est vrai que cela ne concerne « que » quelques milliers de personnes, versus quelques centaines de milliers de personnes sur d'autres territoires européens.

Pourtant, et c'est bien là le fond du problème, les politiques européennes ne prennent pas en compte la réalité de la crise, crise qui est la plus grande depuis la Seconde Guerre Mondiale.

Au Liban et en Jordanie, les réfugiés syriens représentent 2 à 3 millions de personnes. C'est un tiers de la population de ces deux pays. Imaginez un instant 22 millions de réfugiés en France, un tiers de la population donc. La France ne pourrait pas « traiter » ce problème seule, l'Europe non plus.

Si nous laissons années après années tous ces réfugiés dans ces pays, ceux-ci vont s'effondrer, exploser. L'aide ne peut être qu'internationale. L'Europe doit être l'initiatrice de ce mouvement d'ampleur, mais l'actualité récente démontre qu'elle n'en prend pas le chemin. Dommage, l'Europe aurait pu par ce biais émerger sur la scène mondiale. La « résolution » de la crise des migrants passera par une Conférence internationale où un grand nombre de pays devra répondre. Qu'il s'agisse des Etats-Unis, du Canada, de l'Australie, mais également des (riches) pays arabes, comme l'Arabie Saoudite, le Qatar, etc... Que ceux-là mêmes qui participent aux guerres et ont contribué aux désordres dans la région prennent leur part de responsabilité de cette affaire. On peut se poser la question : pourquoi l'Europe, qui voit arriver à ses « portes » le plus grand nombre de ces migrants, ne prend-elle pas l'initiative d'une telle Conférence ? Quels risques l'Europe encourt-elle ?

La frontière, une ressource

Comme l'écrit très justement Catherine de Wenden dans son essai « Les flux migratoires légaux et illégaux » : « La frontière est devenue une ressource, d'autant plus que son franchissement légal n'est réservé qu'à un tiers de la population du monde, les deux-tiers étant soumis à des visas, et fait l'objet d'une économie florissante. La frontière s'est déplacée et est passée de la géographie au droit, entre les légaux et les illégaux, plus encore qu'entre les nationaux et les étrangers et devient alors un enjeu central des relations internationales. Son franchissement vient défier la capacité des États à en maîtriser le contrôle et active des réseaux transnationaux qui facilitent le passage, inscrivant les populations concernées dans un entre-deux aux multiples facettes : développement de la double nationalité, installation dans la mobilité comme mode de vie, mariages mixtes, espaces diasporiques transnationaux, économiques et culturels. ».

Le poids des chiffres, le choc de la réalité

D'après les Nations unies aujourd'hui, on comptabiliserait près de 214 millions de migrants internationaux, soit 3% de la population de la planète.

Le flux migratoire causé par l'établissement du califat islamique sur les territoires syrien et irakien représenterait près de 5 à 6 millions de personnes. Comme je l'écris plus haut, 2 à 3 millions de ces personnes sont actuellement au Liban et en Jordanie. Et dans ces pays ces personnes sont regroupées dans des camps. A peine franchie la frontière du pays qu'ils fuient, et ils passent du statut de migrants à celui de réfugiés.



Dans le monde, 50 millions de personnes sont comptabilisées avec un statut de réfugiés ou de déplacés. 50 millions ! Chiffre plus choquant encore : 17 ans. 17 ans, c'est la durée de vie moyenne d'un réfugié dans un camp. Imaginez les hommes, les femmes, les enfants qui passent 17 ans dans un camp. Un camp qui, au fur et à mesure de sa pérennité, s'organise et se construit comme une ville. Imaginez comment un enfant peut se « construire » dans un camp.

Accueillir (tous) les migrants en Europe, aubaine ou infortune ?

Syriens, irakiens, érythréens, afghans, l'Europe – qui rappelons-le reste toujours figée sur le sujet – saurait-elle les accueillir ?

Avant tout, il est important de remettre les choses dans leur contexte.

L'Allemagne par la voix d'Angela Merkel a déclaré, dans un premier temps, accueillir 800 000 migrants. L'Allemagne, consciente du vieillissement de sa population a-t-elle fait le bon choix ? Certainement.

La France par la voix de son Premier ministre a déclaré, dans un premier temps, réfléchir, répartir, hésiter, et se ravisant, déclarer accueillir 24 000 réfugiés sur 3 ans.

Au final, c'est très peu, trop peu certainement.

A ce jour, la France délivre environ 200 000 titres aux migrants par an. 24 000, c'est à peine 6% d'étrangers en plus par an, soit un peu plus que la normale.

Les autres pays sont restés discrets, trop discrets. Dans le même temps, l'Europe n'a pas su montrer son unité, son homogénéité. Alors, beaucoup de pays européens ont pris peur – à l'image de leurs populations – et ont donc « fermé » leurs frontières...

Certes, ces migrants dans un premier temps représentent un coût à la société. Les Européens devraient percevoir cela comme un investissement à long terme en contribuant ainsi à la société tant sur le plan social que sur le plan économique.

Toutes les études (BM, FMI, OCDE, OIT, etc.) montrent que les immigrés contribueraient positivement à l'économie d'un pays. Parallèlement, une crainte naît chez les nationaux qui auraient tendance à les considérer comme un fardeau que l'on souhaiterait voir partir. Dans une étude récente de la Banque Mondiale : « Une augmentation de 3 % du nombre de travailleurs migrants des pays en développement vers les pays à revenu élevé se traduirait en 2025 par des gains de 356 milliards de dollars [262 milliards d'euros] pour l'économie mondiale, soit une progression de 0,6 % du revenu mondial. ».

Les immigrants vont occuper généralement des emplois délaissés par les nationaux (comme par exemple, le bâtiment, la restauration, le gardiennage, les services d'aide à la personne, etc.) ou, à l'inverse, des emplois hautement qualifiés (professions médicales, ingénieurs, recherches, etc.). En fait, il n'y a pas de compétitions entre les nationaux et les immigrés, voire comme très souvent, les immigrés vont créer leurs propres emplois, qui indirectement bénéficieront aux nationaux. La main-d'œuvre immigrée ne représente donc pas un danger pour les salariés natifs d'un pays. Par contre, il est vrai qu'ils sont plus exposés, vulnérables et sont les premiers à perdre leur emploi. Cependant, ils



ne doivent pas être perçus comme une réserve de main-d'œuvre taillable et corvéable à merci, internationalement mobile au gré, comme d'autres (riches) pays ont tendance à les considérer.

Les Européens sont donc divisés sur les solutions pour les migrants. Leurs peurs, leurs inquiétudes, sont légitimes, mais il s'agit (simplement et seulement) d'un problème de communication. Le risque est de ne pas savoir expliquer la cause, l'effet et la conséquence pour les natifs des États-membres.

Appréhender les risques d'une mauvaise approche de la migration, dans un contexte de tensions économiques, permet de rassurer et de calmer l'anxiété, puis de faire accepter le natif du pays à accueillir « l'étranger »

Europe, (re)lève-toi donc ! Ton image est en péril...

L'Europe est face à un choix et à un moment de vérité, qui touche à la fois à la manière dont on conçoit notre place dans le Monde et au rapport à l'autre et à l'étranger.

Le déficit d'image de l'Europe était déjà grandissant. L'absence de gestion et de prise en compte de cette crise des migrants n'a fait que précipiter institutions et politiques européennes dans le déni. Dommage pour nous autres Européens de ne pas avoir eu en nos gouvernants une véritable stratégie pour accueillir ces individus. Ceux-là mêmes qui, aujourd'hui et demain, perçoivent cette Europe avec un autre regard...

L'Europe ne doit pas être une forteresse réservée à quelques privilégiés, mais bien cette terre multiculturelle dans laquelle elle a érigé ses fondamentaux.

L'Europe doit laisser entrer chez soi le Monde, et non pas ériger des murs (de la honte).

Qu'attend-elle pour le faire, d'autant que des milliers d'entreprises européennes sont en attente d'un renouveau pour construire l'Europe de demain...

François-Xavier BELLEST,
Sémiologue, administrateur d'E&E.



INFORMATIONS SUR L'ASSOCIATION

L'assemblée générale d'Europe et Entreprises réunie le 27 juin 2015 dans la maison de Jean Monnet à Bazoches sur Guyonne a élu un Conseil d'administration renouvelé :

Président : Philippe Laurette

Vice-Présidents : Magdalena Martin, Michel Meunier, Markus Schmidt

Délégué général : Bruno Vever

Secrétaire général : David Riboh

Trésorier : Dominique Bobillon

Administrateurs : François-Xavier Bellest, Yvon Breton, Patrice Christel, Xavier Grosclaude, Nathalie Lasnier, Sophie Marie

Les débats ont surtout concerné la crise d'identité et de résultats qui pénalise aujourd'hui l'Europe : les grands acquis des décennies précédentes (libre circulation, union monétaire, élargissement) n'ont pas été suivis des consolidations nécessaires ni de nouveaux progrès significatifs. Tant les dirigeants que l'opinion paraissent prendre leurs distances avec l'idéal d'intégration des pères fondateurs, au moment même où il faudrait renforcer résolument la cohésion européenne en de multiples domaines (cf. économie, budgets, fiscalité, social, technologies, sécurité interne et externe, défense). Dans ce contexte difficile et préoccupant, Europe et Entreprises doit continuer d'illustrer ce constat têtu que la plupart de nos difficultés actuelles proviennent non pas d'un « trop d'Europe » mais d'un « pas assez d'Europe » !

EUROPE & ENTREPRISES

Association loi 1901

Maison de l'Europe de Paris
35 rue des Francs-Bourgeois
75004 Paris

www.europe-entreprises.com

Pour recevoir un dossier sur Europe & Entreprises, Contactez le secrétariat de l'association en envoyant votre carte de visite au siège de l'association ou en envoyant un mail à : entreprise_europeenne@yahoo.fr

Président, Directeur de la Publication :

Philippe Laurette

Rédaction : entreprise_europeenne@yahoo.fr

Rédacteur en chef : François-Xavier Bellest

Éditorialiste : Bruno Vever

Production : Europe & Entreprises

Numéro ISSN : 1638-6094

Europe & Entreprises est un lieu de rencontre, d'information et de débats sans tabous sur l'Europe.



EUROPE & ENTREPRISES
Association for euro-entrepreneurs

Lettres d'Europe et Entreprises- Oct. 2015-n°72